@lectronique

sgen Cfdt:

LETTRE

NÉGOCIATIONS

Attractivité

Grilles indiciaires

Édition du 7 décembre 2018

n°13

Tout savoir avec le Sgen – CFDT

Carrières

Qualifications

Reconnaissance

Établissements

Agents B

État

Point d'indice

Rémunérations

Compétences

Parcours professionnels

Les positions du SGEN CFDT sur tous les sujets importants

Cliquez Ici

ACCORD MAJORITAIRE

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Nous remercions chacune et chacun pour son engagement dans la campagne qui nous permet de progresser en voix au comité technique ministériel de l'Éducation nationale. Nous gagnons 250 voix pour atteindre 34 593 suffrages pour le Sgen-CFDT. Nous progressons donc au niveau national pour la première fois depuis 2011 et ce dans un contexte difficile pour notre modèle de syndicalisme. Bravo à toutes et à tous. Nos résultats contribueront aux progrès de la CFDT dans les Fonctions publiques.

Par ailleurs, les premières tendances dans l'enseignement agricole public, dans l'enseignement supérieur et la recherche et à Jeunesse et Sports sont encourageantes.

Nous maintenons notre siège en CTMEN et nous gagnons 5 sièges en CAPN. Nous conservons tous les sièges que nous avions déjà, y compris le siège personnels de direction alors que la CAPN passe de 11 à 7 sièges. Nous gagnons un siège supplémentaire à la CAPN des médecins et à celle des CPE et nous rentrons dans la CAPN des Bibliothécaires Assistant.e.s, dans celles des des ADJAENES, des SAENES (nous sommes donc représentatifs dans toutes les CAPN de la filière administrative). A la CAPN des professeur.e.s des écoles nous progressons de 726 voix, c'est une hausse très significative.

Les résultats académie par académie dont nous disposons à ce stade sont fortement contrastés et montrent que les contextes territoriaux ont beaucoup joué.

Nous prendrons le temps d'analyser finement les résultats dans les semaines qui viennent avec les différentes instances de la fédération (conseil fédéral et conseil national).

Au niveau des Fonctions publiques, il manque encore des résultats à l'hospitalière et à la territoriale mais il n'est pas exclu que la CFDT devienne première organisation secteurs public et privé confondus.

Nous pouvons toutes et tous être très fières et fiers de tout le travail militant que nous réalisons depuis plusieurs années et de l'effort particulier et collectif mené pendant la campagne. Tout cela nous permet d'ailleurs de continuer à progresser en nombre d'adhérent.e.s. Nous pouvons à ce stade envisager une clôture à +3 %.

Merci à toutes et tous

Catherine Nave-Bekhti et toute la Commission Exécutive du Sgen CFDT

LES PREMIERS RÉSULTATS EN BOURGOGNE

Un énorme travail de nos militants (visites, téléphone) a permis une nette progression en voix, sur la plupart des scrutins, mais le bilan en sièges ne change pas beaucoup en moyenne.

Nous gardons un siège en CTA et un siège dans chacun des 4 CTSD.

Nous obtenons 4 sièges sur 5 en CPE, 2 sièges chez les certifiés (+1), 1 siège chez les agrégés 1 siège en PLP, 1 siège en Psy EN (nouveau !), 1 siège en SAENES, 1 siège en ADJAENES, 1 siège en CCP enseignant, 1 siège en CCP ATSS.

De nets progrès en CAPD pour les PE dans les 4 départements, mais toujours pas de siège …

LE TWEET DE LA FÉDÉ

Nave-Bekhti/SgenCFDT
@CNaveBekhti

Le @SgenCFDT au côté des #perdir une nouvelle fois en première ligne pour assurer la #securite de toutes et tous face aux blocages de #lycees. Dans ces situations de crise les rectorats et @educationfrance doivent leur apporter un soutien constant et sans faille.

BLOCAGES, INTRUSIONS ET VANDALISME DANS LES LYCÉES : DES ACTES INTOLÉRABLES

Le Sgen-CFDT condamne les situations de blocages, d'intrusions et de vandalisme qui se multiplient dans les lycées.

Alors que le mouvement de blocage des lycées s'amplifie, le Sgen-CFDT s'inquiète vivement des dérives violentes qui se répandent en marge de la contestation lycéenne.

LYCÉES : RETROUVER LE CALME ET CONSTRUIRE DES POLITIQUES AMBITIEUSES POUR LA JEUNESSE

Alors que la mobilisation lycéenne s'accompagne de violences et de dégradations inacceptables, le Sgen-CFDT appelle au calme et à la retenue afin de retrouver la sérénité nécessaire au dialogue. Une réponse politique est nécessaire et urgente pour ne pas en rester à un cycle violence/maintien de l'ordre/répression.

Depuis la fin de semaine dernière, des lycéens et lycéennes se mobilisent notamment pour demander une autre politique éducative et une autre politique de la jeunesse. Pour le Sgen-CFDT cette mobilisation est l'expression d'un malaise général lié à un grand sentiment d'incertitude et d'injustice…

La suite du communiqué

UNIVERSITÉS : BLOQUER NUIT GRAVEMENT À LA SANTÉ DES UNIVERSITÉS

Le Sgen-CFDT s'est opposé au projet de hausse des droits d'inscription des étudiants extracommunautaires. Cependant, il condamne les blocages en cours dans certaines universités. Ces blocages pénalisent au final les étudiants les plus fragiles. Ils donnent également à voir une image très négative de l'université. Le Sgen-CFDT en appelle à la raison et au calme. La France est une démocratie dans laquelle chacun doit assumer ses responsabilités: les corps intermédiaires pour porter les revendications des agents et des usagers et le gouvernement pour respecter ces corps intermédiaires et mettre en place un dialogue social réel et constructif.

La suite de ce comuniqué

AGENDA :

GRETA : Rencontre du réseau le 19 décembre à Dijon

RENCONTRE AU RECTORAT, SUR LE SITE UNIVERSITAIRE DU CREUSOT ET VISITE AUPRÈS DES PERSONNELS DE L'UB.

Si l'information via la distribution de flyers à l'entrée du rectorat pour annoncer la visite d'une équipe du SGEN CFDT le 4 décembre permettait également de faire une campagne de promotion pour notre syndicat, on ne peut pas dire que l'information de la réunion, au sein même de ce bunker, ait été très suivie. La présence sans doute d'une niche appartenant à une autre organisation y est sans doute pour quelque chose.

C'est de bonne guerre, on ne va pas se formaliser.

À nous dorénavant d'investir ce lieu, en organisant régulièrement des rencontres avec nos collègues des services.

Par ailleurs, sur le site universitaire du Creusot, le SGEN CFDT a fait un long rappel sur le rôle des commissions paritaires et les comités techniques, en insistant sur les différences et les modalités de vote locales. Forte participation de votants, a priori, à Condorcet au niveau BIATSS pour le vote électronique et bonne participation attendue jeudi. Des collègues doivent se déplacer à l'IUT pour voter ! Le SGEN CFDT également jeudi sur le site de l'UB à Dijon pour tenter de faire voter des collègues peu convaincus de l'importance du scrutin et de notre action. **Merci aux équipes qui ne ménagent pas leur temps, leurs soirées, (et le week-end qui a précédé) pour porter nos idées et nos valeurs auprès des personnels !**

L'Éducation Nationale s'est encore distinguée par un scrutin électronique des plus complexes, des moins performants avec pannes et erreurs, et en plus des collègues doivent se déplacer pour voter ! Les autres fonctions publiques, elles, ont préféré un autre mode de scrutin beaucoup moins complexe.

Quand on veut décourager les électeurs et mettre un frein à la démocratie, un seul numéro : 01 55 55 10 10

LES ACTUALITÉS DE LA BRÈVE

Des actualités, des dossiers, des rapports, des informations et des débats...

LA BRÈVE DES OISEAUX

le changement, l'angoisse, les réformes …

Des brèves illustrées à ne pas rater !

CTA BOYCOTTÉ ET ANNULÉ À BESANÇON

Les organisations syndicales FSU, Sgen-CFDT et FO ont décidé de boycotter le Comité Technique Académique de Franche Comté du 03 décembre 2018 consacré à la carte des spécialités et des options en lycée pour les raisons suivantes :

La mise en place de la réforme lycée se fait au détriment de l'intérêt des élèves

Par ailleurs, l'absence de la voie technologique dans les documents de travail est inacceptable. Les dégâts de cette réforme, dont de nombreux aspects restent encore dans l'ombre, sont d'ores et déjà considérables et la stratégie du rectorat consistant à mettre les personnels et leurs élus devant le fait accompli ne peut qu'aggraver une situation déjà tendue.

En détail

DRONISEP - LE SGEN À l'OFFENSIVE

Le Sgen-CFDT a rencontré les personnels des Dronisep lors d'informations syndicales dans plusieurs académies : une même colère s'exprime face au silence de l'administration ressenti comme du mépris !

Le Sgen oblige l'adminsitration à sortir du silence

AED AESH - LE SGEN À l'OFFENSIVE

Au 1er septembre 2018, **bon nombre de personnels AESH et AED ont eu une double mauvaise surprise** : la **baisse de leur rémunération** avec la suppression de l'indemnité compensatrice de la CSG, et la **non-application du cadre annuel du temps de travail** que le Sgen-CFDT a obtenu auprès de la DGRH après plusieurs mois d'action.

Selon notre analyse juridique, **le Ministère se doit d'intervenir rapidement auprès des rectorats pour faire respecter le cadre réglementaire** des personnels AESH et AED.

Rappel des actions menées par le SGEN CFDT

PSY EN - LE SGEN VEUT CLARIFIER

Les Psy-EN sont en difficulté sur le terrain : missions élargies, alourdies, confuses pour les EDCO et conditions de travail très dégradées pour les EDA... La clarification des missions et des priorités doit impérativement être définie collectivement pour mieux travailler en équipe.

Des rôles spécifiques à clarifier

SGEN+

LE SERVICE D'INFO ET DE SUIVI DE CARRIÈRE DU SGEN-CFDT

– accéder à des **informations** générales sur la carrière : les mutations, les possibilités d'évolution, le salaire et les aides sociales, …

– pouvoir poser une **question** et obtenir une **réponse** précise

– assurer un **suivi individualisé** de votre situation, par un dialogue entre vous et les **représentant•e•s du personnel**

POURQUOI ET COMMENT UTILISER SGEN+?

TRI SOCIAL À L'UNIVERSITÉ

Annoncée il y a quinze jours, la hausse des frais d'inscription pour les étudiants extra-européens est dénoncée de toute part. Ces milliers de jeunes, souvent précaires, qui rêvaient d'études en France, s'insurgent contre cette discrimination par l'argent.

La mesure, prise sans concertation, est d'une violence inouïe. Présenté il y a quinze jours sous la bannière "Bienvenue en France" (!), le plan détaillé par Édouard Philippe vise, paradoxalement, à renforcer la "stratégie d'attractivité pour les étudiants internationaux". Comment ? En multipliant par quinze les frais dont s'acquittent les étudiants résidant hors de l'Espace Économique Européen lors de leur inscription en fac.

Un argumentaire qui n'a pas embobiné grand monde. Au contraire. Depuis une dizaine de jours, la colère monte dans le monde universitaire. Un front syndical inédit appelle le gouvernement à reculer, regroupant les organisations étudiantes (Unef, Fage, Solidaires, UEC…) et les syndicats de personnels (Snesup-FSU, SNPTES, SGEN-CFDT…). Une dizaine d'assemblées générales se sont tenues la semaine dernière dans les universités. Et une première manifestation a été organisée samedi dernier sur la place du Panthéon, à Paris.

ÉCOLE SOUS TUTELLE ?

Dans son projet de loi "pour une École de la confiance", le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer prévoit la mise en place d'une **nouvelle structure d'évaluation de l'École** dont il nommera lui-même 8 membres sur 10. Cette décision pose de fait une question de fond : l'évaluation de l'École doit-elle être sous contrôle ministériel ou au contraire indépendante, au service des enseignants, des parents et des élèves ?

Suppression du CNESCO

FCPE

Naissance d'une hydre à deux têtes

Un homme et une femme sont désormais à la tête de la plus grande fédération de parents d'élèves. La FCPE a depuis ce lundi 26 novembre deux coprésidents : Carla Dugault, ancienne vice-présidente, et Rodrigo Arenas, qui était jusqu'à présent responsable de la FCPE en Seine-Saint-Denis.
Raymond Artis, arrivé à la tête de la fédération en juin, avait démissionné la semaine dernière après que deux membres du bureau national avaient demandé le renouvellement du bureau.

DES PARENTS SUR LES BANCS DE L'ÉCOLE EN SAÔNE ET LOIRE

Pendant quinze jours, les parents d'enfants scolarisés en classe maternelle ont été conviés à retourner en matinée sur les bancs de l'école dracysienne, aux côtés de leurs bambins. L'opération "La quinzaine de l'école maternelle", organisée à l'initiative de l'association générale des enseignants des classes enfantines et maternelles (AGEEM), permettait de rendre visibles aux yeux des parents les apprentissages des élèves en maternelle, et ainsi mieux appréhender les méthodes d'enseignement en découvrant la pédagogie de l'école maternelle. Vivre un temps de classe avec son enfant, participer à ses activités, ont des effets incontestablement bénéfiques pour les enfants qui accueillent leurs parents dans leur univers, mais aussi pour les parents en permettant d'établir un rapport de confiance entre les familles et l'école. Plus de la moitié des parents des 31 enfants de petite à grande section maternelle ont ainsi pris part à cette opération nationale, lancée par l'AGEEM en 2008. Sortie rencontre avec les maternelles de Léocadie Czyz, de Givry, et autres ateliers en petits groupes ont agrémenté ces moments de vie et d'épanouissement communs.

LE SGEN 58 RÉPOND !

Le SNES-FSU propose d'appeler à un rassemblement le mercredi 12 décembre à 14h00 devant la DSDEN 58 pour dénoncer les dangers de la réforme du lycée/bac et demander son abandon.(Le SNES reste ainsi cohérent après avoir suivi FO dans sa revendication au Comité Technique Académique demandant au gouvernement de renoncer à la réforme du lycée/bac. Utopie)

Le Sgen-CFDT Bourgogne était sur le point de s'associer à cet appel, tant l'impact sur notre département rural est important, dans la mesure où il n'y avait pas d'amalgame avec le mouvement lycéen.

Mais la demande du retrait de la réforme n'est pas crédible vu l'avancée de l'année, et les annonces nationales du Snes-FSU appelant à rejoindre les cortèges lycéens rendent notre participation impossible.

Nos militants continueront de participer aux actions dans les établissements.

ÉLÈVES MANIPULÉS

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES : "CERTAINS NE RECULENT DEVANT RIEN POUR SE FAIRE MOUSSER"

Si des syndicats lycéens ont appelés à des mouvements dans les établissements, des manifestations ont eu lieu ici ou là sans que les élèves soient au courant des véritables revendications. Certains élèves ont avoué avoir été convaincus par des personnels enseignants, en campagne électorale, pour "foutre le b...". Ainsi, des élèves ont déclaré à des chefs d'établissements, à des collègues, avoir été "invités" à se regrouper. Mais lorsque on leur demande sur quelles revendications, beaucoup en ignorent la raison, d'autres expliquent que c'est en soutien aux gilets jaunes, pour la démission de Macron, pour le pouvoir d'achat etc... puis d'autres contre la réforme du lycée et du bac. Plus cohérents mais... Quand ils ont été interrogés sur le contenu des réformes, la majorité d'entre eux en ignorait le contexte. D'autres encore ont voulu poursuivre le mouvement sans mot d'ordre, expliquant que des profs leur avaient dit qu'il fallait se mobilier à nouveau.

Certains n'ont reculé vraiment devant rien et manipulent les jeunes !

Le SGEN CFDT fait preuve de pédagogie et accompagne les jeunes dans leurs revendications sans prosélytisme ni manipulations.

Le SGEN CFDT dénonce les réformes du lycée et du bac et propose d'autres solutions en faveur des élèves.

PERSONNELS ADMINISTRATIFS NON REMPLACÉS

Des solutions trouvées sur le terrain !

Maintenant, un personnel administratif n'est remplacé qu'au bout d'un mois d'arrêt de travail au lieu de 15 jours auparavant.
Il n'existe pas de brigades de remplacements et les contractuels sont déjà en poste.
Le rectorat garde sous la main quelques contractuels pour pallier les départs en retraite ou congés de maternité.
Comment pallier son absence ?
Petites combines à l'interne, puisque le rectorat demande à l'établissement de gérer ça avec son effectif.
1 - demander à un AED de rejoindre le service et de se former à la vitesse grand "V" sur des tâches de bureau.
Tant pis pour le service de vie scolaire de plus en plus sollicité pour la sécurité des élèves.
2 - répartir le travail de l'agent absent sur les personnels administratifs et d'intendance
Tant pis pour les heures sup' non rémunérées, le stress lié à la surcharge de travail, la dégradation de la qualité du service
3 - contacter un lycée voisin avec des étudiants en BTS éco, gestion, compta, bureautique et proposer un stage pour l'un de leurs élèves.
Tans pis pour la formation de l'élève, la qualité de son stage qui va se composer en réalité de tâches les moins passionnantes et les plus faciles à acquérir.
Cela vous convient-il ?
Cela ne relèverait-il pas plutôt d'un scandale en termes de gestion des ressources humaines à laquelle va s'ajouter le massacre annoncé par Blanquer avec les 400 postes d'administratifs promis à la liquidation ?

Des vidéos rigolotes sur le surmenage à l'initiative du SGEN CFDT

Profitez-en !

CONJUGUER LE VERBE COURIR OU ANALYSER LES SONDAGES : BLANQUER NE COMPRENDRAIT-IL RIEN ?

M. Blanquer ne comprend rien aux sondages ou feint de ne pas les comprendre et il les interprète de façon à caresser dans le sens du poil M. Macron. Briguerait-il la place de Premier Ministre, pourtant peu enviable en ce moment ?
Le 5 décembre au matin, après la reculade du gouvernement face aux gilets jaunes, Blanquer explique sur une chaîne radiophonique qu'il ne faut pas renoncer au projet du gouvernement qui porte ses fruits en matière économique et notamment en terme de pouvoir d'achat.
La réalité n'est pas celle énoncé par le courtisan du Président :
1 - Les indicateurs économiques montrent que les avancées positives économiques enregistrées actuellement sont le fruit du travail de la mandature précédente. Rien de nouveau de ce côté là, Hollande avait essuyé les plâtres et le salpêtre Sarkoziste avant de relancer l'économie. C'était l'effet inverse. Macron s'assoit sur certaines retombées positives dont il n'en est pas l'auteur.
2 - Les indicateurs montrent également que la politique actuelle inverserait même la tendance. M. Blanquer aurait donc un certain culot à se vanter !
3 - La répartition de la hausse du pouvoir d'achat sur les français enrichie plutôt les plus aisés. Là encore, rien de bien folichon et pas de quoi s'en vanter.

Mais voici un sondage qui devrait faire réfléchir le ministre, du moins espère-t-on qu'il le comprenne.

Les élèves aiment leurs profs

TAXE D'APPRENTISSAGE : CE QUI CHANGE ET QUAND.

La loi "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel", dans son volet consacré à l'apprentissage, modifie les règles de financement. Ces changements concernent prioritairement l'apprentissage mais également l'ex part de la taxe que les LP pouvaient toucher (part hors quota)…

À lire ici

Ce nouveau mode de financement a pour objectif d'inciter les CFA à développer davantage leur activité mais également à améliorer le niveau de service auprès des apprentis et des entreprises. Si l'on peut craindre une concurrence accrue entre CFA on peut également y voir un gage de qualité.
Le financement au contrat va toutefois contraindre les centres de formation d'apprentis à entrer dans une logique de rentabilité différente.
La création des UFA dans les établissements du second degré, grâce la mixité des publics, peut être un avantage dont nous devons tirer profit à condition que le ministère donne les moyens que nous revendiquons :

- **de l'apprentissage dans tous les lycées professionnels**
- **apprentissage dans l'enseignement agricole, ce que veut le Sgen-CFDT !**

SCOLARITÉ À 3 ANS, ÉVALUATION, FORMATION…: LE PROJET DE LOI BLANQUER EN CONSEIL DES MINISTRES

Réforme de la formation des enseignants, scolarité obligatoire dès 3 ans (98% étaient déjà scolarisés), évaluation du système retirée au CNESCO, obligation aux collectivités de financer les maternelles du privé, AED utilisés pour enseigner, … **ce projet de loi** fait l'unanimité contre lui de la plupart des syndicats !!!
Peu lui importe : elle a présentée au conseil des ministres ce 5 décembre…

LES ACTIVITÉS EXTRA-SCOLAIRES AIDENT-ELLES LES COLLÉGIENS ?

Papa veut que tu fasses du tennis. Maman de la musique. Tata du scoutisme. Mais tout cela profite-il à tes résultats scolaires ? C'est la question que pose Philippe Coulangeon (sciences po - CNRS) dans une nouvelle étude présentée au Liepp Sciences Po (Denis Fougère, Agnès Van Zanten). Basée sur un panel de 35 000 collégiens, il montre que ces activités ont un impact réel, sous certaines conditions, davantage pour certaines activités que d'autres. Tient-on là un des moteurs de la reproduction sociale et des inégalités à l'École ?

Sur le Café Pédagogique

Le café pédagogique
Toute l'actualité pédagogique sur Internet

PRENEZ VOS PRÉCAUTIONS !

Le 14 décembre, la CGT appelle à une grande journée d'action.

Donc attention notamment aux transports publics qui pourraient être perturbés.

Elisabeth de Fontenay, philosophe française qu'il est inutile de présenter tant son aura et ses écrits reconnus impactent la réflexion sur les droits de l'homme, des réfugiés mais aussi sur un autre thème le droit des animaux et la protection de la planète, demande au gouvernement d'écouter les propositions de Laurent Berger qui vont dans le sens de la sortie de crise et apportent des réponses pour les français.
Monsieur Macron, tendez l'oreille et écoutez !

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Dans la fonction publique, pas encore de résultats "globaux". On note une participation plus importante que dans l'Éducation nationale, mais moins importante qu'il y a quatre ans.
Ces élections ont rassemblé la fonction publique d'état, la fonction publique territoriale et la fonction publique hospitalière.
Les résultats ne seront connus pour l'ensemble que mardi 11.

RENAULT - NISSAN - MITSUBISHI : LA CFDT APPELLE À LA RAISON

"*L'alliance n'est pas en danger. Renault comme Nissan et Mitsubishi n'ont aucun intérêt à provoquer une catastrophe industrielle*". Délégué syndical central CFDT de Renault, Franck Daoût appelle les observateurs et les salariés à garder la tête froide.
La stratégie industrielle n'est pas remise en question

ÉGALITÉ SALARIALE

Présenté rue de Grenelle le 22 novembre, l'index de mesure des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes semble faire l'unanimité des organisations syndicales et patronales réunies pour l'occasion.
"*C'est une avancée pour deux raisons,* explique Béatrice Lestic, secrétaire nationale chargée de l'égalité professionnelle. *Ce dispositif permet de passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultat, une vieille revendication CFDT. Et il impose un principe de transparence.*"
La suite...
Mais finalement FO, CGT et Solidaires ne signent pas : **l'accord ne sera pas appliqué** !

GILETS JAUNES

"Si c'est discuter pour discuter, ça ne sert à rien".

Pour calmer la tension actuelle, Laurent BERGER propose de taxer davantage les hauts revenus, que le gouvernement accepte son projet de Grenelle du pouvoir vivre et surtout dialoguer véritablement et sincèrement avec les "gilets jaunes".

"D'abord discuter avec les représentants des 'gilets jaunes'". "Il faut d'abord discuter avec ceux qui se réclament représentants des "gilets jaunes".

"Je n'ai pas d'état d'âme là-dessus", insiste le numéro un de la CFDT, alors que la réunion entre Édouard Philippe et les "gilets jaunes" a viré au fiasco, vendredi à Matignon.

"La même chose doit se faire dans les territoires". Autour de la table, il y aurait aussi des organisations syndicales, "des organisations patronales, des associations de lutte contre l'exclusion et la pauvreté... Ceux qui ont été réunis mardi à l'Élysée, qui ont écouté un discours mais qui n'ont pas pu amener leurs propositions", résume-t-il. "Et la même chose doit se faire dans les territoires", plaide le syndicaliste, rappelant le rôle des élus locaux, "qui ont souvent été méprisés".

Laurent BERGER demande également que soit mis en place un moratoire sur toutes les fermetures de services publics dans les territoires.

Il était sur France Inter ce 5 décembre

LA CFDT RÉPOND AU TWEET HAINEUX DE DUPONT AIGNAN DÉPUTÉ DE L'ESSONNE

Gilets jaunes-3 dec. 2018 : "Les syndicats sont vendus, ils font des ronds-de-jambes au gouvernement et Monsieur Berger il vaut pas un clou."

Réponse de la CFDT :

Qui a obtenu le plus d'avancées ces dernières années ?

Chaque jour, la CFDT est bien plus utile aux travailleurs dans les entreprises et administrations que vos discours haineux.

Son nombre d'adhérents : 623 000, soit 30 fois le nombre que votre parti revendique, en atteste !

CONTRE LA FERMETURE DES GREFFES

Dans le cadre du projet de loi portant sur la réforme de la justice actuellement débattu à l'Assemblée Nationale, un amendement prévoit de supprimer les greffes dans nombre de conseils de prud'hommes. Cet amendement doit être soumis au vote des parlementaires dans les jours qui viennent.

Les conseils de prud'hommes qui ont leur siège dans une commune où est implanté un tribunal judiciaire (tribunal de grande instance et tribunal d'instance actuels) seraient concernés par cette suppression.

Dans ce cas, c'est le greffe du tribunal judiciaire qui serait amené à "*assurer les fonctions de greffe du conseil de prud'hommes prud'homal*".

Une telle évolution serait particulièrement **lourde de conséquences.**

La CFDT exprime son opposition à cet amendement.

ÉCOLOGIE ET SOCIAL

Pas de transition écologique sans justice sociale

Difficulté à boucler les fins de mois, sentiment d'abandon ou de ne pas être pris en compte… Les inégalités sociales et territoriales sont autant d'injustices qui alimentent la colère. Elle s'est exprimée notamment dans les blocages et manifestations des gilets jaunes ces derniers jours.

Pour la CFDT, lutter contre ces inégalités est une raison de plus de se lancer dans la transition écologique : ce sont les plus modestes qui payent le prix fort du coût de l'énergie.

La transition écologique doit être juste.

L'analyse de la CFDT sur les mesures annoncées par É. Philippe

UNITÉ SYNDICALE : CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC, UNSA, ET FSU SE SONT RETROUVÉES CE JEUDI 6 DÉCEMBRE POUR ÉCHANGER SUR L'ACTUALITÉ SOCIALE.

Elles rappellent que, depuis des mois, face aux inégalités sociales et territoriales, elles ont réclamé des politiques publiques permettant de la justice sociale. Elles rappellent aussi que, depuis des mois, elles ont appelé le gouvernement à les écouter à travers un véritable dialogue social. Aujourd'hui, dans un climat très dégradé, la mobilisation des gilets jaunes a permis l'expression d'une colère légitime. Le gouvernement, avec beaucoup de retard, a enfin ouvert les portes du dialogue.

Nos organisations s'y engageront, chacune avec ses propres revendications et propositions, en commun chaque fois que cela sera possible. Les sujets du pouvoir d'achat, des salaires, du logement, des transports, de la présence et de l'accessibilité des services publics, de la fiscalité doivent trouver enfin des débouchés concrets, créant les conditions sociales d'une transition écologique efficace parce que juste.

Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays. C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications.

La CFDT, la CGT, FO, la CFE-CGC, la CFTC, l'UNSA, la FSU appellent le gouvernement à garantir enfin de réelles négociations. Cela suppose qu'elles soient larges, ouvertes et transparentes, au niveau national comme dans les territoires.

ON NE PEUT PAS LUI REPROCHER SON MANQUE DE LOYAUTÉ

Sur un point en tout cas, on ne peut pas reprocher à E. Macron et à É. Philippe leur manque de loyauté l'un envers l'autre.
Face à la montée d'impopularité qu'ils connaissent tous les deux et à la grogne des gilets jaunes, le Président de la République a souhaité revenir sur le 80 km/h mais Édouard Philippe a su lui rappeler que cette mesure était son idée et c'était le désavouer que de la supprimer. Macron a cédé. La loyauté l'un envers l'autre saura-t-elle redorer le blason des deux dirigeants face à l'opinion publique et aux élus qui ont manifesté leur colère lors de la mise en place du 80 km/h et notamment en Province ?

"GILETS JAUNES"

LE MORATOIRE MÉRITE LA FIN DU MOUVEMENT POUR 70% DES FRANÇAIS

Tribune

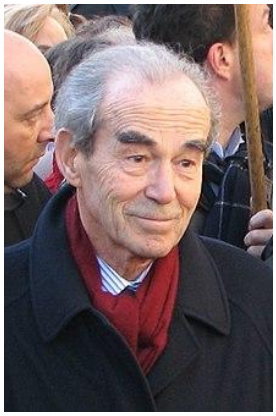
LA CFDT POMPIER DE SERVICE

Laurent Berger avait proposé, avant que les forces républicaines et les gilets jaunes ne piétinent la tombe du soldat inconnu, l'ouverture d'un débat sur l'écologie sociale, afin que la pédagogie l'emporte sur l'autoritarisme des décisions gouvernementales et que les Français les plus modestes ne soient pas assommés pendant que d'autres profitent (CAC 40, GAFFA, etc..) La répartition des richesses, la transition énergétique, le maintien des services publics dans les territoires. Les reculades gouvernementales n'ont pas été budgétisées. Qui va payer ce manque de rentrées d'argent attendu pour tenter d'équilibrer le budget de la France ? Va-t-on trouver de nouvelles taxes et faire payer les Français ? Bien sûr que non.
La seule solution, c'est de demander à Darmanin et à Blanquer de réduire drastiquement les effectifs de fonctionnaires, au service du public, au service de la nation.

CLOWNESQUE

Donald Trump tacle Emmanuel Macron dans une série de tweets envoyée mardi soir. Le président américain rebondit sur la volte-face d'Emmanuel Macron sur la taxe sur les carburants. Pour lui, le recul du président français valide "la conclusion à laquelle j'étais arrivé il y a deux ans. L'accord de Paris est défectueux parce qu'il augmente le prix de l'énergie pour les pays responsables."

VU DE L'ÉTRANGER
Macron s'incline devant les gilets jaunes.
Courrier international



ROBERT BADINTER : "IL FAUT RÉSERVER À L'HUMAIN LA CHANCE DE DEVENIR MEILLEUR"

Robert Badinter était sur le plateau de Quotidien. La phrase qui l'a aidé à se construire, celle sur laquelle il juge important de se pencher, de réfléchir, il l'emprunte, ce soir, à Victor Hugo : "Il faut réserver à l'humain la chance de devenir meilleur".

"Celui qui ne vote pas n'a pas le droit de se plaindre des résultats."

Le chat

LA RECHERCHE, C'EST AUSSI AVOIR LE SENTIMENT D'ÊTRE UN IMPOSTEUR...

Surtout, c'est souvent dur de se sentir légitime à traiter de tel ou tel sujet... et plus dur encore de tenter de le raconter en BD, avec un dessin hésitant et une maitrise très relative de l'outil.

À lire tranquillement

Et vous connaissez ce site ?

LA CFDT APPELLE À LA MARCHE POUR LE CLIMAT LE SAMEDI 8 DÉCEMBRE

Après les marches du 8 septembre et du 13 octobre, de nombreuses associations environnementalistes et de la société civile ont lancé un appel à mobilisation pour le samedi 8 décembre 2018. Cette très large mobilisation pour l'organisation d'une "marche pour le climat" s'inscrit dans un mouvement international (relais importants en Europe et en Amérique du Nord, au total 17 pays sont concernés). En France, les organisateurs dénombrent 148 évènements répartis sur l'ensemble du territoire.

L'appel à défiler vise à sensibiliser les citoyens aux enjeux relatifs au réchauffement climatique et c'est aussi un appel aux États à vraiment s'engager dans une transition énergétique plus ambitieuse et plus juste. Mais cette marche s'inscrit aussi dans un cadre plus large qu'est celui de la Conférence des Parties sur le Climat (la COP24). Les États du monde entier sont actuellement réunis à Katowice et ils doivent adopter un ensemble de décisions garantissant la pleine application de l'Accord de Paris. Cette marche est donc un message directement adressé aux négociateurs afin que les engagements pris en 2015 au moment de la COP21 prennent corps.La CFDT souscrit pleinement aux mots d'ordre de cette manifestation et en partage les objectifs.

Une page Facebook a été créée afin de proposer aux personnes intéressées des informations utiles sur l'ensemble des événements recensés.

Toutefois, cette journée de mobilisation coïncide avec une journée de mobilisation du mouvement des "gilets jaunes". Au regard des graves incidents que se sont produits ces 2 dernières semaines et de la mobilisation des forces de police sur les sites à protéger en priorité, il est possible, pour des raisons de sécurité, que certaines préfectures n'autorisent pas ces marches le samedi prochain. Si de telles mesures devaient être prises par les autorités de police, à Paris ou ailleurs, la CFDT se verrait alors amenée à retirer son appel à mobilisation là où les marches ne sont pas autorisées, cela afin de ne pas mettre en danger les personnes.

ANNULATION : pour des questions de sécurité et de transports, pour Paris, nous appelons l'ensemble de nos responsables, militants, adhérents et sympathisants à ne pas se rendre à cette marche.

AU BULLETIN OFFICIEL

- **Écoles normales supérieures**
  Débouchés offerts à partir de la Banque d'épreuve littéraires des écoles normales supérieures - session 2019
  circulaire n° 2018-140 du 12-11-2018 (NOR ESRS1830847C)
- **Brevet professionnel**
  Création et modalités de délivrance de la spécialité Boucher : modification arrêté du 2-11-2018 - J.O. du 23-11-2018 (NOR MENE1829980A)
- **Brevet d'initiation aéronautique et certificat d'aptitude à l'enseignement aéronautique**
  Calendrier de la session 2019
  note de service n° 2018-136 du 15-11-2018 (NOR MENE1829975N)
- **Mouvement**
  Détachement de fonctionnaires de catégorie A dans les corps des personnels enseignants des premier et second degrés, des personnels d'éducation et des psychologues de l'éducation nationale relevant du ministère chargé de l'éducation nationale
  note de service n° 2018-141 du 3-12-2018 (NOR MENH1828344N)
- **Formation**
  Université d'hiver - Belc 2019, les métiers du français dans le monde
  autre texte du 3-12-2018 (NOR MENY1800353X)
- **IA-Dasen et IA-Daasen**
  Opérations de mobilité ou de nomination sur les emplois fonctionnels supérieurs - Année 2018-2019
  note de service n° 2018-129 du 29-10-2018 (NOR MENG1829723N)
- Retrouvez les textes réglementaires du Bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche sur :
  www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/bo

Pour toute information, contacter :

Sgen-CFDT Bourgogne

6bis rue Pierre Curie (code 408)

21000 Dijon

☎ : 03 80 30 23 54

: bourgogne@sgen.cfdt.fr

: http://bourgogne.sgen-cfdt.fr/

: https://www.facebook.com/sgencfdtbourgogne/

CFDT Bourgogne-Franche Comté :

https://bourgogne-franche-comte.cfdt.fr/portail/bourgogne-franche-comte